ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 24 février 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal portant le statut pécuniaire des militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", a donné le 30 mars 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e februari 1982 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bezoldigingsregeling van de militairen van de land-, lucht en zeemacht en van de medische dienst", heeft de 30e maart 1982 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Seule la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires constitue le fondement légal du projet.

Par ailleurs, le texte visé à l'alinéa 6 n'est pas modifié par le projet et il n'est pas nécessaire à la compréhension de celui-ci.

Les alinéas 1er à 6 peuvent, par conséquent, être remplacés par le seul alinéa 4 du préambule du projet :

"Vu la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

De l'accord de l'officier délégué, l'article 1er pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"Article 1er.-
Les militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical qui bénéficient d'un traitement sont soumis au présent arrêté".

.../...

Article 2.

Le paragraphe ler, alinéa ler, serait rédigé plus simplement comme suit :

"§ ler. Les échelles de traitement du militaire sont fixées par grade et, dans certains cas, par catégorie, conformément à l'annexe A".

Au paragraphe 2, les mots "jointe au présent arrêté" sont superflus et doivent être omis.

Article 3.

L'alinéa ler serait mieux rédigé comme suit :

"Article 3.-

Le militaire nommé ou commissionné à un grade bénéficie du traitement minimum afférent à ce grade et des augmentations intercalaires acquises suivant les règles du présent arrêté.

...".

Le 2° de l'alinéa 2 porte que "le traitement du sous-lieutenant élève est fixé dans l'échelle qui lui est applicable", ce qui, dans la forme, paraît tautologique.

Le texte suivant est proposé :

"2° le traitement du sous-lieutenant élève est fixé selon une échelle propre; la nomination au grade de sous-lieutenant avec effet rétroactif n'ouvre pas le droit au paiement d'arriérés".

.../...

Article 4.

L'article ne règle pas la situation du général de brigade, dont le grade est prévu par l'arrêté royal du 13 octobre 1961 fixant les allocations et indemnités dues aux officiers commissionnés au grade de général de brigade.

D'accord avec l'officier délégué, il est suggéré d'ajouter un alinéa 3 rédigé comme suit :

"Le présent article n'est pas applicable à l'emploi de général de brigade".

Article 6.

Les paragraphes 1er et 2, ainsi que l'alinéa 1er du paragraphe 3, pourraient être rassemblés dans un paragraphe unique faisant un renvoi général aux articles 14 et 15, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

Le texte suivant est proposé :

"§ 1er. Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs, au sens de l'article 15, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, que le militaire a accomplis à partir de l'âge fixé par catégorie dans les services, établissements, offices et centres définis à l'article 14 du même arrêté".

.../...

Les alinéas 2, 3 et 4 du paragraphe 3 formeront le paragraphe 2 de l'article et le paragraphe 4 de celui-ci en deviendra le paragraphe 3.

A l'alinéa 3 du paragraphe 3, devenant l'alinéa 2 du paragraphe 2, l'adverbe "indistinctement" est superflu et doit être omis.

Article 7.

Dans le texte français de l'alinéa ler, 2°, il faut écrire "organisme d'intérêt public" et non "organisme parastatal".

Article 8.

Au paragraphe ler, 2°, les mots "des traitements" peuvent être omis (deux fois), pour respecter la terminologie de l'article 6, § 3.

La même observation vaut pour le paragraphe 2, alinéa 2, 1° et 2°.

Article 9.

Au paragraphe ler, l'adjectif "annales", qui n'est pas français, doit être remplacé par "annuelles".

.../...

Au paragraphe 2, l'alinéa 2 ne déroge pas à l'alinéa ler; il établit une règle différente, applicable à une opération différente. Le mot "Toutefois" doit donc être omis.

Article 11.

D'après l'officier délégué, cette disposition n'est plus d'application puisqu'il est tenu compte des services effectifs pour le calcul des augmentations. Il n'y aurait donc aucun inconvénient à omettre l'article.

Article 13 (devenant l'article 12).

Au paragraphe ler, quatrième tiret (voy. page 11 du projet), dans un souci de concordance avec l'ensemble du texte, il y aurait lieu d'écrire :

"- qui, au 20 août 1976, était porteur du brevet d'ingénieur des fabrications militaires".

Article 14 (devenant l'article 13).

Au paragraphe ler, il conviendrait d'écrire : "Par dérogation à l'article 3, ...".

En outre, les mots "à leur propos" devraient être supprimés, de même que les mots "jointe au présent arrêté".

.../...

Dans le texte français du paragraphe 2, il y aurait lieu d'écrire "prévus" (plutôt que "dont question").

Article 15 (devenant l'article 14).

L'article serait plus simplement rédigé comme suit :

"Article 14.-

§ ler. Le traitement du militaire rengagé pour une durée inférieure à un an prenant cours à l'expiration du terme de service actif de milicien est fixé à 45 pour cent du montant minimum de l'échelle du grade.

Cette disposition ne s'applique pas au militaire dont le rengagement s'effectue dans les unités paracommandos.

§ 2. L'article 15 (ex 16) n'est pas applicable au traitement prévu au paragraphe ler".

Section 5 et article 16 (devenant l'article 15).

Dans l'intitulé de la section 5 et dans l'article 16, l'adjectif "forfaitaire" est superflu et peut être omis.

Article 17 (devenant l'article 16).

Les mots "du présent arrêté" sont superflus et doivent être omis.

.../...

Article 18 (devenant l'article 17).

Au paragraphe ler, mieux vaudrait écrire : "Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre ...".

Article 20 (devenant l'article 19).

Les mots "dans la même mesure que le traitement" sont équivoques. L'intention du Gouvernement devrait être exprimée avec plus de précision.

La même observation vaut pour les articles 26, § 5, alinéa ler, 28 et 29, § 2.

.../...

Chapitre IV et article 21.

Le chapitre IV et l'article 21 paraphrasant inutilement l'article 2, § 3, de la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires, doivent être omis.

Article 22 (devenant l'article 20).

L'alinéa 2 du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Toutefois, le traitement est payé à terme échu au militaire qui effectue des rappels résultant de ses obligations militaires en temps de paix, sous réserve des avances sur traitement qui pourraient être octroyées".

Le paragraphe 3 serait rédigé de manière plus exacte comme suit :

"§ 3. Lorsque le traitement du militaire dépend de son âge, est pris en considération l'âge du militaire au premier jour du mois".

Article 23 (devenant l'article 21).

A l'alinéa 1er, mieux vaudrait écrire : "... d'une institution de droit international public", comme à l'article 25bis de la Constitution.

.../...

A l'alinéa 2, il faut écrire : "... déroger à la règle de l'alinéa 1er" au lieu de "... déroger à ce principe".

Article 24 (devenant l'article 22).

Il conviendrait de faire de la disposition du paragraphe 1er trois alinéas, car le 1° et le 2° n'expriment pas les cas dans lesquels le traitement est fractionné en trentièmes mais bien les modalités d'application de ce fractionnement.

Pour le surplus, le texte néerlandais, qui est repris de l'article 32, § 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, devrait être rédigé comme suit, sur le modèle de cette disposition :

"§ 1. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen".

Article 26 (devenant l'article 24).

Le paragraphe 1er devrait être complété par les mots "dans les conditions prévues au présent article".

.../...

Chapitre IV et article 29.

L'article 29 et le chapitre IV contiennent une mesure transitoire qui devrait être placée au titre III.

La qualité de sous-lieutenant élève n'étant pas un grade, il serait préférable d'écrire, au paragraphe 1er :

"Une allocation pour charges militaires dont le montant est fixé à 20.200 francs est accordée à l'élève commissionné au grade de sous-lieutenant avant le 1er janvier 1980 ou au militaire qui a acquis, au plus tard le 1er janvier 1980, la qualité de candidat officier de carrière".

Article 30.

Si, comme il a été proposé ci-dessus, l'article 29 est déplacé vers le titre III, il faudra naturellement viser cette disposition avec son nouveau numéro dans l'actuel article 30 puisque l'ex-article 29 ne fera plus partie du titre II.

Article 31.

Dans le texte français, il serait préférable d'écrire :

"Article ....-

Les allocations prévues au présent titre sont payées mensuellement, à concurrence d'un douzième du montant annuel, en même temps que le traitement du mois auquel elles se rapportent".

.../...

Article 32.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsqu'il est fait application de l'alinéa 1er, les services admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires sont calculés à partir de la date de nomination au grade concerné".

Article 33.

Le texte suivant est proposé pour le 1° de l'alinéa 1er :

"1° traitement au 1er juillet 1980 : la rémunération diminuée des montants retenus, d'une part, pour la pension des veuves et des orphelins et, d'autre part, pour la cotisation à l'assurance obligatoire pour soins de santé mais augmentée de l'allocation de foyer ou de résidence;".

Au 2° du même alinéa, mieux vaudrait écrire :

"2° traitement au 1er juin 1980 : la rémunération déterminée au 1°, augmentée de l'allocation pour charges militaires".

Dans le texte français de l'alinéa 2, il convient d'écrire "A la suite de ..." au lieu de "Suite à ...".

.../...

Article 34.

Le 2° devant rester d'application pour la gendarmerie, il conviendrait de le compléter par les mots "en tant qu'il concerne les forces terrestre, aérienne et navale et le service médical".

AANHEF.

Alleen de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen levert rechtsgrond op voor het ontwerp.

Voorts wordt de in het zesde lid bedoelde tekst niet gewijzigd door het ontwerp, dat men ook zonder die tekst kan begrijpen.

De leden 1 tot 6 kunnen dan ook vervangen worden door een enkel lid, namelijk het vierde lid uit de aanhef van het ontwerp :

"Gelet op de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De gemachtigde officier is het eens met de volgende vereenvoudigde redactie :

"Artikel 1.-
De militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst die een wedde genieten, zijn onderworpen aan dit besluit".

.../...

Artikel 2.

Paragraaf 1, eerste lid, zou kunnen worden vereenvoudigd als volgt :

"§ 1. De weddeschalen van de militair worden vastgesteld per graad en, in bepaalde gevallen, per categorie overeenkomstig bijlage A".

In paragraaf 2 moeten de woorden "de bij dit besluit gevoegde" als overbodig vervallen.

Artikel 3.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

De in een graad benoemde of aangestelde militair geniet de aan die graad verbonden minimumwedde en de volgens de regels van dit besluit verkregen tussentijdse weddeverhogingen.

...".

Volgens de tekst onder 2° van het tweede lid "wordt de wedde van onderluitenant-leerling vastgesteld in de voor hem bepaalde weddeschaal", wat, naar de vorm, een tautologie lijkt te zijn.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"2° wordt de wedde van de onderluitenant-leerling vastgesteld volgens een eigen weddeschaal; de benoeming met terugwerkende kracht in de graad van onderluitenant geeft geen recht op nabetaling".

.../...

Artikel 4.

Het artikel treft geen regeling voor de brigadegeneraal, wiens graad is bedoeld in het koninklijk besluit van 13 oktober 1961 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen verschuldigd aan officieren aangesteld tot de graad van brigadegeneraal.

De gemachtigde officier is het eens met de voorgestelde toevoeging van een derde lid, luidend als volgt :

"Dit artikel is niet van toepassing op het ambt van brigadegeneraal".

Artikel 6.

De paragrafen 1 en 2, evenals het eerste lid van paragraaf 3, zouden kunnen worden samengebracht in één enkele paragraaf met een algemene verwijzing naar de artikelen 14 en 15, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 1. Voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen komen eveneens in aanmerking de werkelijke diensten, in de zin van artikel 15, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, die de militair vanaf de per categorie bepaalde leeftijd heeft verricht in de diensten, inrichtingen en centra bepaald in artikel 14 van hetzelfde besluit".

.../...

Het tweede, het derde en het vierde lid van paragraaf 3 worden dan samen paragraaf 2 van het artikel, en paragraaf 4 van het artikel wordt paragraaf 3.

In het derde lid van paragraaf 3, dat het tweede lid van paragraaf 2 wordt, moeten de woorden "zonder onderscheid" als overbodig vervallen.

Artikel 7.

In de Franse tekst van het eerste lid, 2°, schrijve men "organisme d'intérêt public" en niet "organisme parastatal".

Artikel 8.

Met het oog op de eenvormigheid met het woordgebruik in artikel 6, § 3, kan in paragraaf 1, 2°, het woord "wedde-groep" (tweemaal) worden vervangen door het woord "groep".

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, tweede lid, 1° en 2°.

Artikel 9.

In de Franse tekst van paragraaf 1 moet het bijvoeglijk naamwoord "annales", dat gebrekkig Frans is, worden vervangen door "annuelles".

.../...

Het tweede lid van paragraaf 2 wijkt niet af van het eerste lid; het stelt een andere regel, die van toepassing is op een andere berekening. Het woord "evenwel" moet dan ook vervallen.

Artikel 11.

Volgens de gemachtigde officier is deze bepaling niet meer van toepassing, daar voor het berekenen van de verhogingen rekening wordt gehouden met de werkelijke diensten. Het artikel kan dus zonder enig bezwaar vervallen.

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

In paragraaf 1, vierde streepje (zie pagina 11 van het ontwerp), schrijve men ter wille van de overeenstemming met de rest van de tekst :

"- die op 20 augustus 1976 houder was van het brevet van ingenieur der militaire fabrikaten".

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

In paragraaf 1 zou moeten worden gelezen : "In afwijking van artikel 3, ...".

.../...

Daarenboven zouden de woorden "te hunnen opzichte" evenals de woorden "de bij dit besluit gevoegde" moeten vervallen.

In de paragraaf 2 schrijve men : "De bedragen bedoeld in paragraaf 1" (in plaats van "De bedragen waarvan in paragraaf 1 wordt gewag gemaakt").

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

Het artikel kan eenvoudiger worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 14.-

§ 1. De wedde van de militair die een wederdienstneming van minder dan een jaar heeft aangegaan, ingaande bij het verstrijken van de werkelijke diensttermijn als dienstplichtige, wordt vastgesteld op 45 percent van het minimumbedrag van de aan de graad verbonden weddeschaal.

Deze bepaling geldt niet voor de militair die zijn wederdienstneming bij de para-commando-eenheden volbrengt.

§ 2. Artikel 15 (vroeger 16) is niet van toepassing op de in paragraaf 1 bedoelde wedde".

Afdeling 5 en artikel 16 (dat artikel 15 wordt).

In het opschrift van afdeling 5 en in artikel 16 kunnen de adjectieven "forfaitaire" en "forfaitair", als overbodig vervallen.

.../...

Artikel 17 (dat artikel 16 wordt).

De woorden "van dit besluit" moeten als overbodig vervallen.

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt).

In paragraaf 1 ware het beter te schrijven : "Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet onder "bezoldiging" worden verstaan, ...".

Artikel 20 (dat artikel 19 wordt).

De woorden "in dezelfde mate als de wedde" zijn dubbelzinnig. De bedoeling van de Regering zou met meer nauwkeurigheid moeten worden uitgedrukt.

Die opmerking geldt eveneens voor de artikelen 26, § 5, eerste lid, 28 en 29, § 2.

.../...

Hoofdstuk IV en artikel 21.

Hoofdstuk IV, met artikel 21, dat nodeloos artikel 2, § 3, van de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen parafraseert, moet vervallen.

Artikel 22 (dat artikel 20 wordt).

Het tweede lid van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De wedde wordt evenwel na vervallen termijn betaald aan de militair die wederoproepingen volbrengt ingevolge zijn militaire verplichtingen in vredestijd, onder voorbehoud van de weddevoorschotten die mochten zijn verleend".

Paragraaf 3 zou juister als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. Als de wedde van de militair afhankelijk is van zijn leeftijd, wordt de leeftijd van de militair op de eerste dag van de maand in aanmerking genomen".

Artikel 23 (dat artikel 21 wordt).

In het eerste lid zou beter worden gelezen : "... bij een volkenrechtelijke instelling", zoals in artikel 25bis van de Grondwet.

.../...

In het tweede lid schrijve men : "... van de regel van het eerste lid afwijken" in plaats van "... van dit principe afwijken".

Artikel 24 (dat artikel 22 wordt).

De bepaling van paragraaf 1 zou uit drie leden moeten bestaan, want de teksten onder 1° en 2° geven niet de gevallen aan waarin de wedde in dertigsten wordt verdeeld maar wel de wijze waarop die verdeling wordt toegepast.

Voorts zou de Nederlandse tekst, die overgenomen is uit artikel 32, § 3, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zoals die bepaling, als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 1. Wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten verdeeld.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen vijftien of minder, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het werkelijk aantal te betalen dagen.

Bedraagt het werkelijk aantal te betalen dagen meer dan vijftien, dan is het aantal verschuldigde dertigsten gelijk aan het verschil tussen dertig en het werkelijk aantal niet te betalen dagen".

.../...

Artikel 26 (dat artikel 24 wordt).

Paragraaf 1 zou moeten worden aangevuld met de woorden "onder de voorwaarden bepaald in dit besluit".

Hoofdstuk IV en artikel 29.

Hoofdstuk IV, met artikel 29, bevat een overgangsmaatregel die in titel III zou moeten komen.

Daar de hoedanigheid van onderluitenant-leerling geen graad is, verdient het aanbeveling in paragraaf 1 te schrijven :

"Een toelage voor militaire lasten waarvan het bedrag is vastgesteld op 20.200 frank, wordt toegekend aan de leerling aangesteld in de graad van onderluitenant vóór 1 januari 1980 of aan de militair die, uiterlijk op 1 januari 1980, de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier heeft verkregen".

Artikel 30.

Indien artikel 29, zoals hierboven is voorgesteld, wordt overgebracht naar titel III, zal men die bepaling in het huidige artikel 30 vanzelfsprekend moeten vermelden met haar nieuw nummer, daar het vroegere artikel 29 niet langer deel zal uitmaken van titel II.

.../...

Artikel 31.

In de Franse tekst ware het verkieslijk te schrijven :

"Article ...

Les allocations prévues au présent titre sont payées mensuellement, à concurrence d'un douzième du montant annuel, en même temps que le traitement du mois auquel elles se rapportent".

Artikel 32.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Wanneer het eerste lid wordt toegepast, worden de diensten die voor het toekennen van de tussentijdse verhogingen in aanmerking komen, berekend vanaf de datum van benoeming in de betrokken graad".

Artikel 33.

Voorgesteld wordt het eerste lid, 1°, te redigeren als volgt :

"1° wedde per 1 juli 1980 : de beloning verminderd met de inhoudingen, enerzijds, voor het weduwen- en wezenpensioen en, anderzijds, voor de bijdrage voor de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, doch vermeerderd met de haard- of standplaatstoelage;".

.../...

De tekst onder 2° van hetzelfde lid zou beter worden gelezen als volgt :

"2° wedde per 1 juni 1980 : de in 1° bepaalde beloning, vermeerderd met de toelage voor militaire lasten".

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men "A la suite de ..." in plaats van "Suite à ...".

Artikel 34.

Daar het onder 2° genoemde koninklijk besluit van toepassing moet blijven op de rijkswacht, zou de bepaling moeten worden aangevuld met de woorden "in zover het betrekking heeft op de land-, de lucht- en de zeemacht en op de medische dienst".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé.
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.